

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Oui, monsieur l'Orateur.

LA LÉGALITÉ DES MANDATS DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice nous dirait-il si on lui a demandé et s'il a donné un avis juridique quant à la légalité de ces mandats du gouverneur général. Dans le cas de l'affirmative, voudrait-il déposer cet avis?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Nous avons sûrement étudié la portée de ce geste et je puis assurer au député que c'était légal et conforme.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Lang: Il n'est certes pas d'usage de déposer des avis juridiques à la Chambre.

* * *

LES COMMUNICATIONS

LA DEMANDE DE HAUSSE DE TARIFS DE BELL CANADA—LES OBJECTIONS DU GOUVERNEMENT—LES AUDIENCES À L'EXTÉRIEUR D'OTTAWA

M. Terry Grier (Toronto Lakeshore): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Communications. Puisque les gouvernements de l'Ontario et du Québec ont exprimé devant la Commission canadienne des transports leur opposition à la hausse des tarifs de Bell Canada, le ministre peut-il nous affirmer que le gouvernement du Canada entend adopter la même attitude?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communications): Monsieur le président, cette question n'a pas été envisagée, mais je suis prêt à l'étudier à la lumière de celle que m'a posée l'honorable député.

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre. J'accorde une question supplémentaire au député et la parole sera ensuite au député de Don Valley.

M. Grier: Monsieur l'Orateur, vu que le gouvernement n'a pas l'intention de faire une telle déclaration et étant donné que les nombreux particuliers, groupements et municipalités qui désirent manifester leur opposition à cette demande devant la Commission, n'ont ni le temps ni les moyens de se rendre à Ottawa pour assister aux audiences, le ministre demandera-t-il à la Commission de tenir des audiences ailleurs qu'à Ottawa?

Questions orales

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur le président, il s'agit d'une question que nous pouvons étudier, mais j'ai oublié de préciser tout à l'heure que plusieurs instances parviennent au ministère et que celui-ci non seulement les transmet à la Commission, mais insiste pour que celle-ci les considère avec beaucoup d'attention.

* * *

• (1140)

LA BANQUE DU CANADA

LA NOMINATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEUR—LA PUBLICATION DES MINUTES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

[Traduction]

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre nous dirait-il si le conseil d'administration de la Banque du Canada a recommandé quelqu'un au gouvernement, comme prochain gouverneur de la Banque, et si le gouvernement a accepté la recommandation?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

M. Gillies: Une fois que cette recommandation sera faite, le ministre voudrait-il demander au gouverneur de différer la publication des minutes de la Banque du Canada afin que nous soyons mieux renseignés sur la façon dont on élabore la politique monétaire du pays?

L'hon. M. Turner: Que voilà une recommandation utile! Je me demande si le député pêche pour son saint.

* * *

LE LOGEMENT

LA TAXE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Étant donné que la hausse de 1.2 dans le logement ce mois-ci, ajoutée à celle des 12 derniers mois, représente une augmentation d'environ 10 points, le gouvernement songe-t-il à réduire la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction afin d'enrayer l'inflation dans le secteur du logement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de York-Simcoe voudrait poser une question supplémentaire.

LE COMITÉ SPÉCIAL D'ENQUÊTE SUR LES PRIX DE L'ALIMENTATION—L'INCLUSION DU LOGEMENT DANS LES ATTRIBUTIONS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire à l'adresse du secrétaire d'État chargé des affaires urbaines. Vu la hausse constante des prix des logements et loyers au Canada, le ministre consentirait-il à modifier la motion dont la Chambre est saisie, relativement à la création d'un comité chargé d'enquêter sur les tendances des prix des denrées alimentaires, afin que ce comité puisse enquêter également sur les prix des loyers et logements?